

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FIRST ABU DHABI BANK – PARIS

Dotation en Capital 492.000.218,90 €

Succursale : 10, Rue Magellan 75008 PARIS

RCS PARIS B. 314 939 547

Succursale de la société de droit ABU DHABIEN

Siège social : FAB Building, Khalifa Business Park1 Al Qurum, PO BOX 6316, ABU DHABI,
EMIRATS ARABES UNIS

Etats financiers au 31 décembre 2024**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre direction générale conformément à l'article L. 511-38 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Succursale de Paris de la FIRST ABU DHABI BANK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Evaluation des provisions pour risque de crédit

Pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, votre succursale comptabilise des dépréciations sur créances douteuses.

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la direction pour identifier et évaluer le risque de crédit et nous avons vérifié que les estimations comptables qui en résultent s'appuient sur des méthodes documentées conformément aux principes décrits dans la note 2.5 de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion à l'exception du point ci-dessous :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre succursale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 15 juillet 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Aurore Prandi
Associée

BD2A
Réda Sebti
Associé

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024 EN MILLIERS D'EURO

ACTIF	(NOTES)	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, Banques centrales, C.C.P.		305 204	11 298
Effets Publics et valeurs assimilées	(2.0)	94 914	190 005
Créances sur les établissements de crédit	(2.3)	78 267	6 246
- A vue	(2.2)	2 714	3 527
- A terme	(2.2)	75 553	2 718
- Créances douteuses nettes			
Créances sur la clientèle		626 265	415 925
- Autres concours à la clientèle	(2.2) (2.3)	619 562	401 306
- Comptes ordinaires débiteurs	(2.2) (2.3)	-	-
- Créances douteuses nettes		6 703	14 619
Immobilisations incorporelles	(2.1)	281	359
Immobilisations corporelles	(2.1)	185	154
Autres actifs	(2.7)	1 673	1 796
Comptes de régularisation	(2.7)	2 139	276
TOTAL ACTIF		1 108 927	626 058
PASSIF	(NOTES)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	(2.2)	259 777	137 795
- A vue		2 774	648
- A terme		257 003	137 147
Comptes créditeurs de la clientèle	(2.2)	334 496	261 908
- A vue		47 212	32 825
- A terme		287 284	229 083
- Emprunt auprès de la clientèle	(2.2)	-	-
Autres passifs	(2.7)	872	1 181
Comptes de régularisation	(2.7)	3 105	14 139
Provisions	(2.8)	605	396
Capital souscrit	(2.9)	492 000	202 054
Réserves	(2.9)	8 584	5 118
Résultat de l'exercice		9 490	3 466
TOTAL PASSIF		1 108 927	626 058
HORS BILAN	(NOTES)	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES	(2.11)		
Engagements de financement		125 226	103 408
- Engagements d'ordre d'établissements de crédit		-	-
- Engagements d'ordre de la clientèle		125 226	103 408
Engagements de garantie :		898 131	724 893
- Engagements d'ordre d'établissements de crédit		260 935	254 608
- Engagements d'ordre de la clientèle		637 196	470 286
ENGAGEMENTS RECUS	(2.11)		
Engagements de garantie		37 825	15 038
- Engagements d'ordre d'établissements de crédit		-	-
- Engagements d'ordre de la clientèle		37 825	15 038
OPERATIONS EN DEVISES			
- Devises prêtées non encore livrées		- 849	-
- Devises empruntées non encore reçues		-	-
OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		347 730	205 971
ENGAGEMENTS DOUTEUX		-	-

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024	(NOTES)	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
+ Intérêts et produits assimilés	(2.12)	31 807	20 407
- Intérêts et charges assimilées	(2.12)	14 551	12 089
+ Commissions (Produits)	(2.13)	6 055	4 810
- Commissions (Charges)	(2.13)	72	54
+/- Gains / Pertes sur opérations financières	(2.14)	4 358	3 187
+ Autres produits d'exploitation bancaire		480	2 391
- Autres charges d'exploitation bancaire		188	588
PRODUIT NET BANCAIRE		27 887	18 065
Charges générales d'exploitation		17 121	15 031
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(2.2)	108	119
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		10 659	2 914
Coût du Risque	(2.19)	24	21
RESULTAT D'EXPLOITATION		10 682	2 935
+/- Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		25	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		10 707	2 935
+/- RESULTAT EXCEPTIONNELS	(2.18)	- 58	0
- Impôt sur les bénéfices		1 159	- 531
RESULTAT DE L'EXERCICE		9 490	3 466

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

La First Abu Dhabi Bank Paris est la succursale à Paris de la FIRST ABU DHABI BANK dont le capital est 11.047.612 K de Dirhams U.A.E.. Les comptes sont établis suivant les principes retenus par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit. La Direction Générale a arrêté les comptes au 19/05/2025.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Une augmentation de capital a eu lieu en juillet 2024, pour un montant de 290 M€, portant ainsi la dotation en capital à 492 M€.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes individuels de la succursale (Bilan, Compte de résultat et Annexes) sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07, à jour du règlement 2020-10 qui l'a modifié, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire de l'Autorité des normes comptables.

La FAB Paris comptabilise des instruments financiers, des SWAPS de Change pour se prémunir du risque de change, et des SWAPS de taux pour se prémunir de la variation des taux d'intérêts.

Les SWAPS de change sont consécutifs à des dépôts importants en devise de notre clientèle.

Les gains générés par les instruments financiers de change sont réévalués au Mark-To-Market et le montant pour 2024 s'élève à 1 668

Les SWAPS de change ne sont pas réévalués au MTM par le système T24, mais sont réévalués au niveau de MUREX et passés par ajustement manuellement.

Le montant des Swaps de change au 31/12/2024 était de USD 212 000 K€.

Le montant des Swaps de taux au 31/12/2024 s'élève à 143 736,8 K€

1.1 IMMOBILISATIONS

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine plus les frais et accessoires, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, selon le mode linéaire.

Les durées d'utilisation couramment retenues sont :

* Frais établissement :	5 ans
* Logiciels :	3 ans
* Mobilier, matériel de bureau :	3 à 10 ans
* Agencement	5 à 20 ans
* Installation Câblage	5 ans
* Concession, Brevets, Droits	5 ans

La First Abu Dhabi Bank applique les règlements ANC 2014-07 relatifs à la comptabilisation, à l'amortissement et à la dépréciation, à jour du règlement 2020-10 qui l'a modifié, des actifs depuis le 1^{er} janvier 2005. Cette application n'a eu aucun impact significatif.

1.2 CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée quand elles présentent un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel.

1.3 OPERATIONS EN DEVISE

Les comptes sont convertis sur la base des cours de change officiels à la clôture de l'exercice. Les produits et charges sont convertis au cours indicatif journalier publié par Bloomberg. La réévaluation quotidienne de la position de change au cours officiel permet de dégager un résultat de change. Au 31/12/2024 il y avait un Swap de change pour USD 212 M.

1.4 ETALEMENT DES COMMISSIONS

Conformément au règlement ANC 2014-07, à jour du règlement 2020-10 qui l'a modifié, sur l'étalement des commissions reçues et payées à l'occasion de la mise en place d'un crédit, d'application obligatoire au 26/11/2014, les commissions perçues sur les crédits immobiliers sont étalées sur la durée des crédits.

Les commissions relatives aux prêts consentis ont de ce fait, été étalées sur les durées respectives de ces prêts.

2. DETAIL DE CERTAINS POSTES (en milliers d'Euro)

A/ BILAN

2.0 Effets Publics

Pour des besoins de placement, la FAB a acheté des Bons du Trésor Français pour un montant de EUR 100 000 K - Code ISIN FR0013200813. Ces effets ont été achetés en juin et juillet avec une date de maturité à novembre 2026 (2 ans et 5 mois).

2.1 IMMOBILISATIONS

Immobilisations	Montant (Ouverture)	Acquisitions ou transferts	Cessions ou transferts	Montant (Clôture)
IMMOBILISATIONS				
. Incorporelles	1 380	0	45	1 335
. Corporelles	784	97	0	881
. En cours	80	10	0	90
	2 245	106	45	2 306

Amortissements et Dépréciations	Montant (Ouverture)	Dotations	Reprises	Montant (Clôture)
IMMOBILISATIONS				
. Incorporelles	1 047	96	0	1 143
. Corporelles	685	11	0	696
	1 732	107	0	1 839

2.2 VENTILATION DES CREANCES ET DETTES A TERME SELON LEUR DUREE RESIDUELLE (en milliers d'Euro)

ACTIF	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Etablissements de crédit	78 267	0	0	0	78 267
Clientèle	389 613	8 895	214 898	12 859	626 265
Dont Douteux non compromis			6 702		6 702
Dont Douteux compromis				526	526
TOTAL	467 879	8 895	214 898	12 859	704 531

PASSIF	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Etablissements de crédit	258 473	1 304	0	0	259 777
Clientèle	75 076	204 382	50 000	5 038	334 496
TOTAL	333 549	205 686	50 000	5 038	594 272

2.3 VENTILATION DES CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Créances au refinancement de la Banque de France

Créances sur les établissements de crédit éligibles :	Néant	Non éligibles (K€) :	78 267
Créances sur la clientèle éligibles :	Néant	Non éligibles (K€) :	626 265

2.4 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES (Siège et Succursales) (en milliers d'euro)*** BILAN**

2024			2023		
ACTIF	PASSIF	HORS BILAN	ACTIF	PASSIF	HORS BILAN
79 253	262 061	482 994	5 357	140 176	209 137

*** COMPTE DE RESULTAT**

2024		2023	
CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
20 685	14 952	11 327	6 756

Les transactions avec les entreprises liées sont conclues aux conditions normales du marché.

Les variations sont dues aux liquidités de fin d'année (placements et/ou emprunts), ainsi qu'aux Swaps mis en places.

2.5 RISQUE DE CREDIT

Le provisionnement se fait au cas par cas " à dire d'expert ", après vérification de la garantie reçue, de sa valeur de marché et de sa mise en jeu possible.

Dans les autres cas, lorsqu'une créance a un retard de plus de 90 jours, celle-ci est passée en Douteuse et est provisionnée pour son montant net (en tenant compte des garanties reçues), à hauteur de 25 %.

En cas de retard de plus de 180 jours, le provisionnement est de 50 %, et au-delà de 360 jours à 100 %, toujours sur la base du montant net de garantie.

Un client qui serait déclaré douteux, tous ses encours passeraient en douteux par contagion.

Etant donné qu'aucune récupération n'est attendue sur les créances douteuses de RAFIDAIN, les encours sont dépréciés à 100 %.

- Créances saines

Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

- Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes.

Parmi les encours douteux, FAB distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

Le provisionnement se fait au cas par cas " à dire d'expert ", après vérification de la garantie reçue, de sa valeur de marché et de sa mise en jeu possible. Dans les autres cas, lorsqu'une créance a un retard de plus de 90 jours, celle-ci est passée en Douteuse et est provisionnée pour son montant net (en tenant compte des garanties reçues), à hauteur de 25 %.

En cas de retard de plus de 180 jours, le provisionnement est de 50 %, et au-delà de 360 jours à 100 %, toujours sur la base du montant net de garantie.

Un client qui serait déclaré douteux, tous ses encours passeraient en douteux par contagion.

Le total des créances douteuses s'élève à 8 165 K€ (2023 : 16 600 K€). La variation correspond principalement au recouvrement des crédits de la SCI VITO (-8, 4 M€), à l'augmentation de SCI GRANDS BOULEVARDS (+31 k), à la diminution de PLACI SA (-486 k), DEBOUNI (-130) et de la comptabilisation des intérêts de retard sur chaque dossier douteux (119 K)

- Créances douteuses non compromises

Il s'agit des créances pour lesquelles existe un risque probable de non-recouvrement, tout en conservant une possibilité raisonnable de recouvrement partiel ou total.

Cette situation peut résulter d'impayés depuis plus de trois mois ou de tout autre élément laissant penser, de manière raisonnable, que le débiteur ne pourra pas honorer ses engagements dans l'immédiat.

Les créances douteuses non compromises s'élèvent à 7 677 K€ et concernent principalement les dossiers AL HAMED (EUR 271 K€), SCI AJS (513 K€), SCI Gd Boulevards (611 K€), ainsi que les dossiers SCI VITO (5 704 K€), SCI Mubark (568k)

- Créances douteuses compromises

Ce sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient quand les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et qu'un passage en perte à terme est envisagé.

Le passage en perte sera déclaré après épuisement de tous les recours légaux possibles pour recouvrer la créance.

Les créances douteuses compromises s'élèvent à 526 K€. Ce montant est constitué d'une créance de 547 K\$ sur Rafidain Bank.

	31/12/2024	Dotations	Reprises	Diff. de change	31/12/2023
Créances douteuses brutes	8165	0	8397	-39	16600
Dépréciations des créances	1462	0	519	0	1982
CREANCES DOUTEUSES NETTES	6 703				14 619

2.6 VENTILATION DES INTERETS COURUS (en milliers d'euro)

	2024		2023	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Intérêts courus				
Créances/Dettes établissements de crédit	36	4	4	573
Comptes Débiteurs/créditeurs de la clientèle	3093	3587	3277	3258
TOTAL	3128	3591	3281	3831

Les variations des intérêts courus sont fonction des dépôts de la clientèle et des emprunts auprès du groupe (Passif), et des crédits à la clientèle et au groupe (Actif), ainsi que des taux du marché.

2.7 VENTILATION DES COMPTES DE REGULARISATION ET DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS (en milliers d'euro)

	ACTIF	PASSIF
Dépôts de garantie versés	1 114	0
Sociales et Fiscales	0	884
Opérations diverses	2 139	2 590
- Comptes d'ajustements sur devises	1 654	0
- Charges constatées d'avance / Charges à payer	297	1 532
- Produits à recevoir / produits constatés d'avance	188	1 067
Comptes de régularisation divers	559	3
Autres dettes	0	-12
TOTAL	3 812	3 473

2.8 VENTILATION DES PROVISIONS (en milliers d'euro)

	31/12/2024	Dotations	Reprises	Diff. de change	31/12/2023
Provisions pour Bonus	605	609	400		396
Provisions pour risques et charges	0	0	0	0	0
Provision pour créances Douteuses	1462	-39	519	-39	1982
TOTAL	2 067	570	919	-39	2 377

Les reprises de provision pour Bonus correspondent aux provisions utilisées.

Les provisions pour créances douteuses correspondent principalement aux dossiers RAFIDAIN, SCI GRANDS BOULEVARDS, ALHAMED.

2.9 CAPITAL

La dotation en capital s'élève à 492 000 K€. Une augmentation de 290 000 K€ a été effectuée en juillet 2024.

Le montant affecté en réserves est de 8 584 K€. Le résultat de 2023 a été affecté en totalité aux réserves (3 466 K€).

	31/12/2024	Augmentation	Reprise	31/12/2023
Dotation en capital	492 000	290 000	-	202 000
Montant des réserves	8 584	3 466	-	5 118

2.10 CONTREVALEUR EN EURO DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVICES (en milliers d'euro).

DEVISE D'ORIGINE	ACTIF	PASSIF
GBP	2	2
USD	2	0
AUD	49	0
CAD	0	0
CHF	0	728
AED	9	0
SAR	0	0

2.11 ENGAGEMENTS HORS BILAN (en milliers d'euro)

Engagements donnés :

Ouvertures et confirmations de crédits documentaires :	260 935
Engagements de financement :	125 226
Cautions immobilières :	0
Autres engagements de garanties :	637 196
dont Caution Admin./Fiscale	0
dont Garanties Financières	637 196

Opération ferme de couverture :

Engagements reçus :	347 730
Autres garanties reçues des banques :	347 730
Autres garanties reçues de la clientèle :	37 825
dont Entreprises d'Assurance	37 825
dont Clientèle Financière	0
dont Clientèle non Fin.	0

Devises prêtées non encore livrées : -849

Engagements Douteux : 0

Les engagements de Hors-Bilan donnés correspondent principalement à des Lettres De Garanties données à notre clientèle.

Les engagements reçus sont principalement la jambe 'créditrice' des swaps.

B/ COMPTE DE RESULTAT**2.12 DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS (en milliers d'euro)**

Intérêts perçus sur Etablissements Financiers :	4 615
Intérêts perçus de la clientèle non Financière :	27 191
TOTAL	31 807
Intérêts payés sur Etablissements Financiers :	2 070
Intérêts payés à la clientèle non Financière :	12 481
TOTAL	14 551

2.13 VENTILATION DES COMMISSIONS (en milliers d'euro)

Opérations avec la clientèle	2024		2023	
	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS	CHARGES
Commissions s/opérations avec la clientèle	1 053		735	
Commissions s/engagements hors bilan	5 001	72	4 075	54
Autres Commissions	0	0	0	0
TOTAL	6 055	72	4 810	54

Une augmentation des engagements de Hors-Bilan (lettres de garantie en particulier), a permis d'augmenter les revenus de commissions.

2.14 Gains/Pertes sur opérations financières

Les gains et Pertes sur opérations financières concernent principalement la réévaluation des positions de change sur l'actif et le passif. En 2024, il y a également les gains sur les placements en French and US Bons (EUR 2 244K).

2.15 Charges Générales d'Exploitation (en milliers d'euro)**Charges de personnel**

Frais de Personnel	2024	2023
Rémunération	4 315	3 576
Charges Sociales	1 527	1 338
Charges Retraites	434	373
Impôts et Taxes sur rémunération	670	1 068
TOTAL	6 946	6 355

La succursale de Paris de la First Abu Dhabi Bank n'est pas soumise aux règles de provisionnement de la Provision pour Indemnité pour Départ en Retraite (PIDR). A titre uniquement indicatif un calcul a été effectué. Le montant de l'engagement IDR s'élève à 81 K€ au 31/12/24.

Autres charges d'exploitation

Le montant des charges générales d'exploitation inclue les charges relatives aux honoraires, aux loyers ainsi que des charges diverses pour un montant total de 10 181 K€ (contre 8 279 K€ en 2023).

2.16 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires provisionnés pour l'audit des comptes de l'année 2024, attribués aux Commissaires Aux Comptes, s'élèvent à 121 K€ H.T..

Cette rémunération est au titre de l'audit légal des comptes annuels.

2.17 CHARGES FISCALES (en milliers d'euro)

Charges Fiscales	2024	2023
Taxe et impôts divers	1 233	45
Impôt forfaitaire annuel	0	0
Taxe sur les salaires	670	510
Organic	0	0
TOTAL	1 903	554

Fiscalement, 2023 était en déficit, certains impôts avaient une assiette moindre pour les calculs.

2.18 CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Les charges exceptionnelles sont en grande partie dûes à des remboursement des frais et intérêts à des clients.
Elles représentaient au 31/12/2024 en K€ : 64

2.19 COUT DU RISQUE (en milliers d'euro)

	2024	2023
+/- Dotations / reprises sur provision pour créances douteuses	-	-
+/- Dotations / reprises sur provision pour risques et charges	24	21
TOTAL	24	21

2.20 EFFECTIF MOYEN : Cadres : 30. Employés : 6.

2.21 AFFECTATION DES RESULTATS. Résultat bénéficiaire de 9 490 K€, en attente d’affectation sur les réserves ou de versement à la maison mère.

2.22 MONTANT DE L’IMPOT SUR LES BENEFICES

Le montant de l’imposition pour l’année 2024 s’élève à 1 233 K€.
La différence entre l’IS comptabilisé et l’IS réèlement à régler, concerne un remboursement d’IS de EUR 74 K€.

2.23 CORRECTIONS APORTEES A L’EXERCICE 2024

Conformément au Règlement de l’ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 à jour du règlement 2020-10 qui l’a modifié, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, aucune modification a été apportée.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l’adresse de la succursale : 10, rue Magellan, 75008 Paris.